

officielles vers le 17 mai. Je dois dire aussi à la Chambre que le gouvernement n'a pas encore décidé s'il sera déposé à cette date précise.

M. Nystrom: Les services du ministre préparent-ils une mesure législative pour donner suite le plus tôt possible à certaines recommandations de cette commission?

L'hon. M. Olson: Nous accordons beaucoup d'attention aux conclusions et recommandations du commissaire.

M. John L. Skoberg (Moose Jaw): Dans un rapport antérieur, la Commission Barber a recommandé une enquête sur les prix des machines agricoles dans le cadre de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions. Le ministre instituera-t-il une enquête dès maintenant sans attendre le rapport définitif?

L'hon. M. Olson: La question devrait s'adresser au ministre de la Consommation et des Corporations. Si ma mémoire est bonne, le ministre aurait dit, il y a quelques mois, qu'il y songeait.

M. S. J. Korchinski (Mackenzie): Comme le rapport est attendu depuis des années et que, dans l'intervalle, l'inflation jette une lumière bien différente sur la valeur de tout rapport qui pourrait être présenté, le ministre est-il disposé à former une autre commission pour établir à quel point la situation a changé?

L'hon. M. Olson: Non, monsieur l'Orateur.

* * *

LES TRANSPORTS AÉRIENS

LES NÉGOCIATIONS ENTRE AIR CANADA ET EASTERN PROVINCIAL AIRWAYS

M. Robert C. Coates (Cumberland-Colchester-Nord): Ma question s'adresse au ministre des Transports. Est-il en mesure de renseigner la Chambre au sujet de négociations entre Air Canada et Eastern Provincial Airways concernant les routes aériennes dans les provinces atlantiques et entre celles-ci et Montréal à la suite desquelles les routes actuelles d'Air Canada seront transférées à l'E.P.A.?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Non, pas précisément, même si j'ai déclaré à la Chambre à maintes reprises qu'Air Canada poursuit des discussions avec un certain nombre de transporteurs locaux, en vue de rationaliser la structure des parcours. Je ne suis au courant d'aucun projet ou entretien concret à l'heure actuelle, mais j'irai volontiers aux renseignements.

M. Coates: Le ministre a-t-il examiné un horaire récent d'Air Canada concernant ces routes, horaire qui fait rétrograder de nombreuses années les services disponibles dans les provinces atlantiques et tentera-t-il de faire rétablir le service qui était offert avant le 24 avril?

M. l'Orateur: La question supplémentaire du député est formulée sous forme d'instance et il doit présumer qu'on en a pris note.

LES AÉROPORTS

LA FERMETURE POSSIBLE DE L'AÉROPORT DE MURRAY BAY

[Français]

L'hon. Martial Asselin (Charlevoix): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Transports.

J'ai appris, en fin de semaine, qu'à cause d'une nouvelle politique du ministère des Transports, qui n'est plus disposé à combler les déficits des aéroports locaux, l'aéroport de Murray Bay serait fermé au cours de l'été prochain, ce qui causera un préjudice considérable à l'industrie touristique de la circonscription de Charlevoix.

Le ministre entend-il, de cette façon, refléter une nouvelle politique du ministère des Transports, selon laquelle il ne comblerait plus les déficits des aéroports municipaux?

[Traduction]

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Non, monsieur l'Orateur, on n'a pas encore modifié sensiblement la politique du gouvernement sur l'aide à l'aménagement du genre d'aéroport dont parle le député. Nous y travaillons actuellement en vue de pouvoir offrir encore plus d'aide. Si le député veut bien me donner les détails sur ce cas précis, je me ferai un plaisir d'étudier la question et de présenter un rapport.

* * *

LES RESSOURCES NATURELLES

LES NÉGOCIATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES AU SUJET DES DROITS D'EXPLOITATION DES FONDS MARINS—LA PRÉSENTATION D'UNE MESURE

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): J'aimerais adresser ma question au premier ministre suppléant. Est-il aujourd'hui en mesure de répondre à ma question d'hier sur les négociations entre le gouvernement fédéral et les provinces sur les droits d'exploitation des fonds marins? Nous dirait-il en outre si l'on présentera à la Chambre une mesure législative sur cette question importante avant la fin de la session?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Je regrette de ne pas pouvoir répondre aujourd'hui. Je verrai s'il y a moyen d'obtenir une réponse pour demain.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA CONFÉRENCE SUR LE DROIT DE LA MER—LA MISE EN VALEUR DES RESSOURCES MARINES ET LA CONSERVATION

M. John Lundrigan (Gander-Twillingate): Je voudrais demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures la plus récente position sur la possibilité de convoquer dans un délai raisonnable une conférence sur le droit maritime. Est-elle toujours possible pour 1973, comme on l'a indiqué il y a quelques semaines?